

écoles de médecine au Canada, et cela depuis déjà dix ans, sont menacées, si elles ne s'améliorent pas, de perdre leur accréditation nord américaine. C'est là une façon admise de juger de la qualité d'une école de médecine, et la perte de l'accréditation est un triste et dur coup...

«Dans les quatre facultés, ce n'était pas l'orientation de base, ni la qualité du corps professoral qui faisait défaut, mais plutôt le fait qu'elles ont manqué de personnel et de ressources pour faire face aux besoins de la médecine moderne.

Qu'un article pareil soit publié dans la revue de l'Association médicale d'un pays comme le Canada, l'un des plus riches en ressources naturelles au monde, il y a presque de quoi crier à la honte nationale.

Voici maintenant ma question suivante: où allons-nous trouver ces professeurs? Je doute que ce soit des États-Unis, car même si nous consacrons 12 millions de dollars à la recherche, les États-Unis en dépensent dix fois plus. Autrement dit, ils font plus de recherche. C'est probablement pour cette raison que nous perdons 200 médecins par année. Comme il en coûte \$50,000 pour former un médecin, point n'est besoin d'être mathématicien pour voir que ces médecins représentent un cadeau de 10 millions de dollars par année. Au lieu de faire de tels cadeaux, pourquoi ne pas dépenser davantage en recherches et tenter de garder les médecins que nous avons formés? Ceux qui nous quittent représentent un pouvoir de gains de 100 millions de dollars de leur vivant. Pourquoi donc, dans ces circonstances, mesquiner et ne dépenser que 12 millions de dollars pour la recherche? C'est un des aspects effrayants du problème. Il semble que le gouvernement ne se soit pas rendu compte qu'il faut dépenser de l'argent en recherche, qu'il faut faire de la recherche pour attirer les enseignants scientifiques.

Il faut à un étudiant en médecine huit années d'étude pour devenir médecin. S'il veut se spécialiser, il lui faut 11 ans et s'il veut devenir professeur, il lui en faut 15. Où pouvons-nous obtenir des professeurs?

En Grande-Bretagne, les professeurs sont des hommes de grande envergure. Il y aurait peut-être lieu de déployer certains efforts pour les attirer, même si, à mon sens, on ne doit pas dérober à ce pays ses meilleurs professeurs. Néanmoins, si ces derniers montrent qu'ils sont disposés à émigrer aux États-Unis, il me semble que nous devrions tenter de les faire venir au Canada. A l'instar des États-Unis, nous devrions établir à Londres un office représentant le *Canadian Medical Council*. Les États-Unis ont plus de savants que nous, et pourtant ils l'ont fait.

• (4.30 p.m.)

Une des grandes erreurs du mode de pensée canadien, c'est que nous pouvons obtenir des États-Unis le résultat de leurs recherches et, en conséquence nous n'avons

qu'à laisser les États-Unis nous faire profiter de leurs recherches. Rien n'est plus faux. Les avantages de la recherche ne peuvent pas toujours se transmettre. Nous devons aussi comprendre que ces avantages ne résident pas uniquement dans de nouvelles découvertes; il faut songer à l'attrait exercé par la recherche sur les professeurs et médecins doués du côté scientifique. Notre plus grande difficulté consiste actuellement à nous assurer les services de nos propres citoyens, de Canadiens établis aux États-Unis, par suite de la rareté de nos installations de recherches. Si je ne me trompe, je ne cite pas cela comme un fait, le gouvernement a assuré des fonds l'an dernier à 60 p. 100 seulement des projets de recherches autorisés.

J'aimerais inscrire au compte rendu l'opinion de quelques-uns des premiers ministres provinciaux à ce sujet. Voici celle de M. Stanfield: «Ottawa doit adopter une attitude plus souple au sujet des conditions exigées pour l'octroi d'aide fédérale.» Il est d'avis que sa province est incapable d'assumer le fardeau qui lui a été imposé par le gouvernement fédéral. C'est en faveur des provinces moins riches que j'interviens aujourd'hui, puisque les plus riches sont évidemment mieux en mesure de jouer leur rôle.

Allons-nous oublier les provinces Maritimes? Allons-nous les rayer par opportunisme? Je rappelle au ministre de la Santé Nationale et du Bien-être social que l'aide dont elles ont besoin représente de 10 à 12 millions de dollars, soit simplement le montant nécessaire pour venir en aide au tiers des Canadiens en détresse, ou environ un tiers des dépenses prévues.

Ce bill comporte des lacunes et j'espère qu'il y sera remédié. Les médecins se surmènent manifestement. De toute urgence, il nous en faut davantage. Nous discutons cet après-midi un bill qui n'entrera pas en vigueur avant deux ans. D'ailleurs, la mesure est faible à d'autres égards. Quelles sont les intentions du gouvernement à l'égard des optométristes? Seront-ils payés? Il s'en trouve 1,500 au Canada et ils assurent 70 p. 100 des soins de la vue. Il n'y a, au Canada, que 300 diplômés en ophtalmologie, et encore est-ce dans les grands centres. Que réserve-t-on aux habitants des campagnes, à ceux qui n'ont pas l'occasion de fréquenter les grandes villes? Le gouvernement songe-t-il à eux?

La plupart de ce travail se fera par les optométristes. Un grand nombre de ceux-ci ont suivi un cours de spécialisation pendant quatre ans. Ces gens sont en mesure non seulement de corriger au moyen de verres les défauts de l'œil, mais de déterminer les cas qu'il y a lieu de soumettre à l'ophtalmologiste. Il faudrait, à mon avis, appliquer le